

COMMUNIQUE

SOUTIEN DE TOGODEBOUT AU PEUPLE MALIEN

Le peuple malien est plongé dans une nuit désastreuse depuis une dizaine d'années. Les filles et fils de ce pays à l'histoire glorieuse, subissent une situation de guerre, avec sa cohorte de tueries, de viols, de déplacement de population, de destruction du tissu socio-économique.

Parce que les solutions, tant nationales qu'internationales apparaissent d'une inefficacité évidente et ceci de longue date, la délicate conjoncture politique actuelle appelle un soutien et un accompagnement sans faille de la communauté internationale, pour une sortie de crise viable et durable.

Les militaires ont engagé une action pour mettre fin à la déstabilisation du MALI. Ils conduisent la transition et se sont engagés, à travers les assises nationales de la refondation, à apporter une solution pérenne à l'insécurité et à la corruption qui gangrènent le pays et à le doter d'institutions démocratiques.

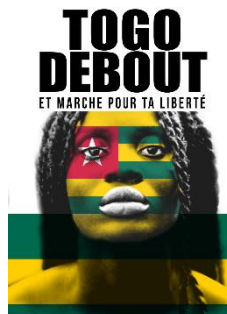
La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont fait partie le MALI, est le principal interlocuteur de la transition malienne. Dans ce processus diplomatique, des sanctions sans précédents sont prises, dans une certaine précipitation. Elles frappent directement la population malienne, déjà lourdement éprouvée. Elles sortent des prérogatives de cet organisme qui définit, à l'article 77 de son traité révisé de 1993, intitulé « sanctions applicables en cas de non-respect des obligations », définit les sanctions qui s'appliquent lorsqu'un Etat Membre n'honore pas ses obligations vis-à-vis de la Communauté.

La CEDEAO montre son vrai visage après une kyrielle de décisions iniques et de renoncements dont, entre autres, succession dynastique garantie au Togo en 2005, 2015 et 2018, le quatrième mandat de M. Faure GNASSINGBE en cours, trois mandats offerts à M. OUATTARA et M. CONDE après ce qu'il convient d'appeler un coup d'Etat constitutionnel suivi d'un coup de force électoral.

Il s'agit ni plus ni moins, d'un syndicat de chefs d'Etat, soucieux de se maintenir au pouvoir et d'appliquer une politique, à l'opposé des intérêts des populations de la région. Le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance n'est brandi que lorsqu'il s'agit de protéger leur pouvoir contre un mouvement populaire de contestation, une insurrection qu'ils appellent coup d'Etat civil ou un coup d'Etat militaire, lorsque ceux-ci menacent leur maintien au pouvoir.

TOGODEBOUT appelle tous les Africains et amis de l'Afrique, épris de justice, à soutenir sans faille le peuple frère du MALI et à s'unir aux multiples voix qui se sont élevées contre l'injustice.

TOGODEBOUT exhorte la CEDEAO à s'en tenir aux textes de l'organisation et à la sagesse millénaire africaine, et à mettre un terme à la politique du deux poids deux mesures.



Le 22 Janvier 2022
Pour le Collectif TogoDebout



Le Coordinateur Général
Karl GABA